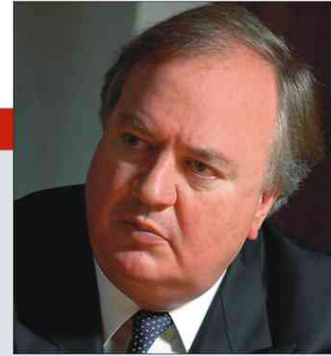


Actualité

L'ÉDITORIALISTE

Denis Kessler



Le choc de confiance n'a pas eu lieu

En France, la nouvelle majorité est arrivée au pouvoir avec deux convictions fortes. Primo, les raisons de la crise économique résidaient dans la crispation qu'exerçait Nicolas Sarkozy dans l'opinion et, partant, chez les agents économiques. L'ancien président était présenté comme anxiogène, le retour à la normalité contribuerait à la reprise. Il fallait changer de style de management, comme l'on dit dans une entreprise en difficulté dont on remplace l'équipe dirigeante. Secundo, la politique du précédent gouvernement était trop libérale. D'où l'urgence de rompre avec ses orientations économiques. Le nouveau cap keynésien allait relancer l'économie. Il fallait créer un choc de confiance qui allait enclencher un cercle vertueux, restaurant les équilibres économiques. Une nouvelle ère s'ouvrait...

Dix mois plus tard, personne ne niera que la situation économique et sociale de la France s'est fortement dégradée. Notre pays entre en récession, le taux de chômage vient de dépasser les 10%, l'objectif de déficit public ne sera pas tenu en dépit d'une ponction fiscale historique, le déficit extérieur reste abyssal, l'investissement des entreprises est en berne, la compétitivité poursuit son plongeon, le nombre d'entreprises en grave difficulté se multiplie. Bref, la France n'est pas en panne, elle recule ! Le choc de confiance n'a pas eu lieu... Nous assistons, au contraire, à un choc de défiance particulièrement violent. Les anticipations de la grande majorité des ménages et des entreprises se sont dégradées. La défiance s'étend à l'ensemble du spectre politique et social. Notre premier partenaire européen – l'Allemagne – affiche désormais ouvertement sa profonde incompréhension de notre politique économique. Et les marchés attendent – arme des taux au pied – la confirmation de l'incapacité de la France à respecter ses engagements budgétaires...

Les deux convictions de départ se sont avérées erronées. La façon de gouverner de la nouvelle équipe apparaît plus anxiogène que celle de l'équipe précédente. On multiplie annonces, décisions et mesures, improvisées ou mal préparées, souvent suivies de démentis, désaveux et contre-arbitrages. La logique d'ensemble échappe. On voulait faire croire qu'un nouveau volontarisme étatique allait permettre le sursaut industriel. Admonestations et accusations riment avec gesticulations, voire avec déstabilisation. Le bruit médiatico-politique ainsi créé ne résout pas les difficultés croissantes de notre pays : il les amplifie ! La décision de

ponctionner massivement le secteur productif de l'économie en refusant de réformer la sphère publique a été une erreur historique, alors que beaucoup d'entreprises traversent une mauvaise passe, liée, notamment, à l'âpreté de la compétition internationale, à la contraction du crédit et à la dégradation de la compétitivité monétaire. Et l'on s'étonne de la montée du chômage ? Les mesures successives qui ont touché tous les salariés des entreprises ont entamé la confiance. Les patrons, cadres, investisseurs et innovateurs ont été la cible fiscale des pouvoirs publics. L'écart entre la situation du secteur exposé et celle du secteur protégé est ressenti de plus en plus négativement par le premier, alors que le second passe son temps à revendiquer bien plus. Et le pacte de compétitivité a été bien tardif, sans compter qu'il n'est toujours pas financé.

Mais c'est surtout sur la seconde conviction que l'erreur est manifeste. Loin d'être libérale, la ligne du précédent gouvernement a constamment hésité entre politique de l'offre et politique de la demande, entre discipline budgétaire et relance keynésienne, entre confiance envers l'initiative privée et volontarisme dirigiste, pour conduire au final une politique d'une facture sociale-démocrate traditionnelle : dépenses publiques mal maîtrisées, transferts sociaux croissants, déficits publics importants. Depuis 2007, les marges des entreprises n'ont fait que se dégrader, et le partage de la valeur ajoutée a évolué en faveur des ménages ! L'Etat et les collectivités locales n'ont pas été vraiment réformés, pas plus que la protection sociale. Le résultat de cette politique est conforme à ce que l'on pouvait redouter.

La crise de confiance s'explique par la grande confusion entre ceux qui croyaient qu'on allait passer d'une politique libérale à une politique sociale-démocrate, ceux qui pensaient qu'on allait passer d'une politique sociale-démocrate à une politique authentiquement socialiste, ceux qui pensaient qu'on allait passer d'une politique socialiste à une vraie politique de gauche... et qui vont découvrir que la seule issue possible pour retrouver la croissance est la rigueur budgétaire, la réforme de l'Etat et des collectivités, la refonte de la protection sociale, le retour aux 39 heures, la priorité donnée aux entreprises ; bref, une politique rigoureuse et libérale que devra mener un gouvernement qui s'est fait élire sur l'idée qu'on lui tournait définitivement le dos ! ■